

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Chalon-sur-Saône
1 rue Georges Feydeau – CS 20105
71351 CHALON-SUR-SAÔNE Cedex

Le 22 décembre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



LELEDY COMPOST SAS

Ferme de la Soyée
71380 ALLEROT

Références : CP/MV/2022/C_236
Code AIOT : 0025000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/09/2022 dans l'établissement LELEDY COMPOST SAS implanté Ferme de la Soyée 71380 ALLEROT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28 septembre 2022 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées qui prévoit les inspections systématiques initiales dites de récolement, réalisées dans un délai de 6 mois (maximum un an) après la mise en service d'une nouvelle installation. En l'occurrence, l'inspection avait pour objectif de vérifier la création de 4 casiers aérés dédiés au stockage des déchets verts broyés et de l'installation de traitement de l'air associée. En effet, ces déchets verts sont fréquemment à l'origine des nuisances olfactives ressenties dans le voisinage en cas de réaction anaérobie se développant dans les andains.

La création de ces installations a été prescrite par l'arrêté préfectoral modificatif du 14/10/2021 signé suite à l'instruction du dossier de porter à connaissance relatif au projet d'augmentation des tonnages traités sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LELEDY COMPOST SAS
- Ferme de la Soyée 71380 ALLEROT
- Code AIOT : 0025000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LELEDY COMPOST exploite, à Allériot une installation de compostage soumise à autorisation environnementale visée à la rubrique 2780-3 « Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation ».

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Restriction des usages de l'eau en période de sécheresse.
- Maitrise des émissions odorantes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	Maitrise des émissions odorantes	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 1.2.4 et 3.1.5.1 modifiés	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
6	Infiltration de matières susceptibles de créer une pollution	Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 7.4.1 IV	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 5 et 7	/	Sans objet
2	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet
4	Registre	Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

1 – Restriction des usages de l'eau en période de sécheresse

L'arrêté préfectoral réglementant l'établissement ne fixe pas de dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. L'exploitant n'a pas sollicité d'adaptation aux mesures de restrictions

des usages lorsque le seuil de crise a été atteint.

Ce sont donc les mesures de restriction de l'arrêté cadre interdépartemental du 20 mai 2022 qui s'appliquent en fonction de niveau d'alerte arrêtés par le préfet de département au vu de la situation hydrologique (voir tableau ci-dessous).

Usages	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation est > à 7000 m³/an	Sensibiliser aux règles de bon usage d'économie d'eau	<p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau)</p> <p>Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront</p> <p>Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.</p>		
		<p>Registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle</p> <p>Réduction des prélèvements et/ou consommation de 25 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p>Registre quotidien pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à 100 m³/j</p> <p>Réduction des prélèvements et/ou consommation de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>	<p>Registre quotidien pour tout prélèvement et ou consommation supérieure à 100 m³/j</p> <p>Seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux)</p> <p>Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et ou consommation plafonnée à 50% par rapport à la moyenne hebdomadaire</p>

La zone hydrographique "saône aval" dans laquelle est situé l'établissement LELEDY COMPOST a été placé en niveau d'alerte renforcée à partir du 20 juillet 2022, en niveau de crise du 5 août 2022 au 21 septembre 2022, puis en alerte renforcée jusqu'au 15 octobre 2022.

L'inspection du 28 septembre 2022 a permis de constater que l'exploitant a assuré un suivi hebdomadaire de la consommation d'eau depuis début août.

La consommation moyenne hebdomadaire était d'environ 320 m³ entre janvier et fin juillet. Elle a été d'environ 215 m³ pendant la période restriction entre début août et le 26 septembre 2022.

L'exploitant a indiqué avoir pris des mesures pour réduire sa consommation (réduction de la pression d'eau du système de brumisation, interdiction de lavage extérieur des camions) mais n'a pas présenté de document autre que le relevé des compteurs démontrant que ses besoins ont été réduits au minimum.

Bien qu'une baisse d'environ 32 % de la consommation d'eau soit constatée, il apparaît que l'exploitant n'a pas été en mesure de respecter les mesures de restriction lui imposant une réduction des prélèvements d'eau de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.

Il est demandé à l'exploitant :

- . soit, de définir et présenter à l'inspection les mesures à mettre en oeuvre afin de remplir l'objectif de réduction de 50 % des consommations d'eau ;
- . soit, de démontrer que ses besoins en eau utilisée sont réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est à produire.

En particulier, il s'intéressera à la consommation de l'installation de brumisation qui représente environ 50 % de l'eau utilisée sur le site. Dans ce cadre, il évaluera l'efficacité réelle de cette installation en terme de lutte contre les nuisances odorantes perçue par les riverains impactés.

2 – Maitrise des émissions odorantes

Dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance relatif au projet d'augmentation des tonnages traités, l'exploitant a prévu des aménagements visant à améliorer la maîtrise des émissions d'odeurs issues des déchets verts. En effet, ces déchets verts sont fréquemment à l'origine des nuisances olfactives ressenties dans le voisinage en cas de réaction anaérobie se développant dans les andains.

Etait prévue la création de 4 casiers aérés dédiés au stockage des déchets verts broyés. L'aération a pour rôle de limiter l'apparition de conditions anaérobies. L'air extrait des 4 casiers par deux lignes d'aération situées sous le dallage est dirigée vers 4 biofiltres à créer.

Ces dispositions ont été reprises dans l'arrêté préfectoral modificatif du 14/10/2021.

L'inspection du 28/11/2022 a permis de constater que l'exploitant n'avait pas construit les casiers aérés pour le stockage des déchets verts ni le système de traitement d'air associé. Les déchets verts sont toujours stockés à l'extérieur. Il s'agit d'une non-conformité.

Or, des nuisances olfactives ont été signalées par des riverains pendant la période estivale. Le sujet des odeurs reste donc sensible pour cet établissement.

En conséquence, il est proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de satisfaire à cette disposition.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article 5 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Art. 5 : Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département (direction départementale des territoires, service police de l'eau) une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits et uniquement pour des raisons de santé publique, de salubrité publique et de sécurité publique. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État du département concerné. Art. 7 : [...] Concernant les mesures de restriction, un délai d'adaptation pour les usages agricoles, industriels et commerciaux est possible pour la seule année 2022 : au cours de cette année transitoire, le préfet peut autoriser le maintien des mesures de restrictions publiées antérieurement en lieu et place de celles prescrites à l'annexe 4 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas sollicité d'adaptation des mesures de restriction prévues par l'arrêté préfectoral du 20 mai 2022 relatif à la gestion de la ressource en eau en période d'étiage sur l'axe Saône, dit "arrêté axe Saône", ni de délais pour leur mise en œuvre. Ce sont donc les mesures de restriction de l'annexe 4 de l'arrêté cadre interdépartemental du 20 mai 2022 qui s'appliquent en fonction de niveau d'alerte arrêtés par le préfet de département au vu de la situation hydrologique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) est mis à la disposition en cas de contrôle.
Constats : L'exploitant n'a pas identifié d'opérations exceptionnelles consommatrices d'eau en lien avec l'exploitation du site. L'arrêté préfectoral réglementant l'établissement ne fixe pas de dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse. L'exploitant a indiqué avoir pris des mesures pour réduire sa consommation (réduction de la pression d'eau du système de brumisation, interdiction de lavage extérieur des camions) mais n'a pas présenté de document démontrant que ses besoins ont été réduits au minimum autre que le relevé des compteurs. L'examen de ces relevés montre une baisse de la consommation de l'installation de brumisation de 25 m ³ /j à 15 m ³ /j en moyenne hebdomadaire à compter du 16 août. En revanche, aucune baisse de consommation n'a été constatée sur le poste de lavage. L'inspection considère donc que ce sont les mesures de restriction de l'annexe 4 de l'arrêté cadre interdépartemental du 20 mai 2022 qui s'appliquent en fonction du niveau d'alerte arrêtés par le préfet de département au vu de la situation hydrologique (voir le point de contrôle n°3 Réduction des prélèvements/consommations ci-après).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Réduction des prélèvements/consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <p>Alerte renforcée : Réduction des prélèvements et/ou consommation de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire</p> <p>Crise : Seuls les usages prioritaires de l'eau sont maintenus (santé, salubrité, sécurité civile, AEP, abreuvement des animaux). Une priorisation des usages pourra être conduite au cas par cas pouvant conduire à une augmentation des prélèvements et/ou consommation plafonnés à 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</p>
<p>Constats : L'établissement est alimenté en eau "industrielle" par un forage privé.</p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation limite la consommation d'eau à 26 000 m³/an. Il ne fixe pas de dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse mais rappelle que l'exploitant devra respecter les arrêtés préfectoraux de restrictions applicables.</p> <p>La zone hydrographique "saône aval" dans laquelle est situé l'établissement LELEDY COMPOST a été placé en niveau d'alerte renforcée à partir du 20 juillet 2022, en niveau de crise du 5 août 2022 au 21 septembre 2022, puis en alerte renforcée jusqu'au 15 octobre 2022.</p> <p>En situation de crise, l'exploitant a poursuivi l'exploitation de la plateforme de compostage estimant que la gestion des déchets traités et les usages de l'eau du site visait à lutter contre l'insalubrité (élimination de déchets dont des boues de station d'épuration, épuration des gaz issus du compostage, lavage de l'intérieur des camions ayant transporté des déchets, brumisation en limite de site pour lutter contre les odeurs).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir pris des mesures pour réduire sa consommation (réduction de la pression d'eau du système de brumisation, interdiction de lavage extérieur des camions) et a présenté à l'inspection un tableau des consommations d'eau du site en 2022.</p> <p>Non conformité n°1 : Bien qu'une baisse d'environ 32 % de la consommation d'eau soit constatée depuis le 1er juillet, il apparaît que l'exploitant n'a pas été en mesure de respecter la mesure de restriction lui imposant une réduction des prélèvements d'eau de 50 % par rapport à la moyenne hebdomadaire. Il s'agit d'une non conformité.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant : . soit, de définir et présenter à l'inspection les mesures à mettre en oeuvre afin de remplir l'objectif de réduction de 50 % des consommations d'eau ; . soit, de démontrer que ses besoins en eau utilisés sont réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées, ...) sera mis à la disposition en cas de contrôle. En particulier, il s'intéressera à la consommation de l'installation de brumisation qui représente environ 50 % de l'eau utilisée sur le site. Dans ce cadre, il évaluera l'efficacité de cette installation en terme de lutte contre les nuisances odorantes perçue par les riverains impactés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2022, article Annexe 4
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m ³ par an : - registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieure à 100m ³ /j mis à disposition des services de contrôle.
Constats : L'établissement est alimenté en eau "industrielle" par un forage privé. Le forage est équipé d'un compteur. Des sous compteurs installés à l'aval permettent de connaître la consommation des principaux postes utilisateurs. Depuis le début de l'année 2022, la consommation journalière moyenne (mensuelle ou hebdomadaire) d'eau du site n'a pas dépassé 58 m ³ /j. L'exploitant a présenté un tableau des consommations d'eau du site lors de l'inspection. Il est noté que le relevé des compteurs est hebdomadaire depuis début août alors qu'il aurait dû l'être à compter 20 juillet, date du passage au niveau d'alerte renforcée. L'écart à la prescription est minime, un rappel est fait à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Maitrise des émissions odorantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, articles 1.2.4 et 3.1.5.1 modifiés
Thème(s) : Risques chroniques, Odeur
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Art. 1.2.4</u> : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : [...] <ul style="list-style-type: none">• quatre casiers aérés pour le stockage des déchets verts,• un système de traitement des odeurs composé de quatre biofiltres permettant le traitement de l'air des 4 casiers aérés de stockage des déchets verts. <u>Art. 3.1.5.1</u> : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. [...] Les effluents gazeux canalisés dégageant des odeurs sont récupérés et acheminés vers des installations d'épuration avant rejets : [...] <ul style="list-style-type: none">• les effluents collectés au niveau des 4 casiers aérés de stockage des déchets verts sont traités avant rejet par 4 biofiltres.
Constats : L'arrêté d'autorisation du 08/04/2016 a été modifié le 14/010/2021 dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance concernant l'augmentation des tonnages entrants de 5 000 t de déchets au-delà de la limite des 63 510 t autorisées. Pour accompagner ce projet, l'exploitant a prévu des aménagements visant à améliorer la maîtrise des émissions d'odeurs issues des déchets verts. En effet, ces déchets verts sont fréquemment à l'origine des nuisances olfactives ressenties dans le voisinage en cas de réaction anaérobie se développant dans les andains.

<p>Etait prévue la création de 4 casiers aérés dédiés au stockage des déchets verts broyés. L'aération a pour rôle de limiter l'apparition de conditions anaérobies. L'air extrait des 4 casiers par deux lignes d'aération situées sous le dallage est dirigé vers 4 biofiltres à créer.</p> <p>L'inspection du 28/11/2022 a permis de constater que l'exploitant n'avait pas construit les casiers aérés pour le stockage des déchets verts ni le système de traitement d'air associé. Les déchets verts sont toujours stockés à l'extérieur.</p> <p>Non conformité n°2 : L'exploitant n'a pas réalisé les aménagements prévus à l'article 3.1.5.1 de l'arrêté d'autorisation relatif à la maîtrise des émissions odorantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Infiltration de matières susceptibles de créer une pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/04/2016, article 7.4.1 IV
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Constats : Lors de la visite des installations, il a été constaté un bullage au niveau de fissures affectant le revêtement du sol devant les casiers du compodôme (temps pluvieux, présence d'eau sur le sol).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de faire le point sur ce phénomène (causes, impacts sur les milieux, risques...) et de proposer les mesures de nature à supprimer les risques et les impacts potentiels identifiés.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a émis l'hypothèse que de la matière issue des compodômes ou des stockages extérieurs se soit infiltrée dans le sous-sol et soit responsable de l'émission de gaz constatée dans les fissures. Si tel était le cas, la prescription serait à considérer comme non respectées.</p> <p>Demande de complément n°1 : Il est demandé à l'exploitant de faire le point sur ce phénomène (causes, impacts sur les milieux, risques...) et de proposer les mesures de nature à supprimer les risques et les impacts potentiels identifiés.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet